

UNE VRAIE GRÈVE GÉNÉRALE C'EST ÇA LA SOLUTION !

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 21 / 02 / 2019

Après quatorze samedis consécutifs de mobilisation des « Gilets jaunes », la colère populaire contre Macron, le Président des ultra-riches, ne se tarit pas.

La journée de grève et de manifestations du 5 février à l'initiative de la CGT, rejointe par Solidaires et la FSU, avait été l'occasion de faire un pas vers la convergence entre le mouvement des « Gilets jaunes » et l'organisation de débrayages, de grèves dans des entreprises. Une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et manifestations est appelée le 19 mars. Sauf que pour faire ravalier à ce gouvernement sa politique antisociale, il va falloir bien plus que des « journées d'action » espacées dans le temps.

LES ATTAQUES CONTINUENT À PLEUVOIR

Alors que la question du pouvoir d'achat est au cœur de la révolte, la grande distribution a d'appliqué dès le 1^{er} février une hausse moyenne de 6,3 % sur les prix alimentaires. Le prétexte : une loi négociée entre agriculteurs, industriels et distributeurs pour soi-disant mieux rémunérer les agriculteurs. C'est aussi l'annonce de la hausse des tarifs d'autoroutes (plus de 10% en sept ans) : de quoi encore gaver les actionnaires qui ont déjà croqué 14,9 milliards d'euros sur les profits accumulés entre 2006 et 2013. Et le régulateur de l'énergie réclame une hausse de 6 % des prix de l'électricité à compter du 1^{er} mars.

LA REPRESSION, LEUR SEULE RÉPONSE À LA COLÈRE SOCIALE

Depuis le début, le gouvernement cherche à discréditer le mouvement des « Gilets jaunes », traités sans détours d'antisémites, de racistes et d'homophobes. Mais confronté à leur mobilisation prolongée et déterminée, il n'a qu'une réponse : les violences policières et l'amplification de la répression. Le nombre de blessés graves n'a pas empêché le Conseil d'Etat de rejeter la suspension de l'usage en manifestation des lanceurs de balles de défense (LBD). Une manière de dire à la police qu'elle peut continuer à mutiler impunément !

Mais comme visiblement, ça ne suffit pas pour faire taire la contestation sociale, Belloubet, ministre de la justice, a demandé aux juges de prononcer les peines maximales. Et l'Assemblée Nationale a adopté une loi « anti-casseurs ». En fait, une loi « anti-manifs », qualifiée par le Syndicat des Avocats de France de « *loi générale contre l'exercice d'une liberté publique* ». Une loi scélérate qui instaure des interdictions de manifester, les interpellations préventives et le fichage des indésirables, confirmant la détermination de ce gouvernement à restreindre les libertés démocratiques pour imposer coûte que coûte sa régression sociale.

POUR GAGNER, UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Les « Gilets jaunes » ont ouvert une brèche que Macron et son gouvernement ne parviennent pas à refermer, malgré toutes leurs manœuvres et l'enfumage de leurs shows

en bras de chemise, largement relayés par des téléés et des radios complaisantes.

Ils ont également montré la voie pour bâtir un mouvement qui dure et s'enracine, en prenant en main la mobilisation à la base, pour la contrôler, en refusant dans leur majorité les cadres de débat dans lesquels ce pouvoir voudrait les engluier.

Mais il ne sera pas possible de gagner, de faire céder ce gouvernement, sans franchir une nouvelle étape : en se donnant les moyens de paralyser totalement le fonctionnement de l'économie du pays.

Et pour cela, il va falloir étendre le mouvement des « Gilets jaunes » aux entreprises et à l'ensemble des lieux de travail, en posant la question du passage nécessaire à la grève. Une grève qui se généralise avec pour horizon la préparation d'une grève générale.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



ABSENTEISME

Finalement, Ghosn ne touchera ni ses 26 millions d'actions de performance ni ses 4 millions d'indemnité de non-concurrence. « Question de décence » pour le gouvernement, « condition de présence » pour le CA. Pour sa rémunération de PDG 2018, le CA décidera le 15 mars. Mais les salarié(s) Renault ont déjà leur opinion : depuis son arrestation le 19 novembre 2018, la boutique a toujours continué à tourner ... sans lui.

CA = COOPTATIONS POUR AUTO-AUGMENTATIONS

Ghosn touchera une retraite dorée de 765 000 euros/an. Mais que va faire le CA des 30 millions « économisés » sur son départ ? Seront-ils versés aux salarié(e)s Renault, aux actionnaires, à Senard (actuellement 3,8 millions d'euros chez Michelin) ... ? Ne comptons pas sur la générosité du CA où siègent, à côté des dirigeants Renault des « administrateurs indépendants », PDG d'autres entreprises capitalistes. On retrouve toujours les mêmes dans les CA d'autres grosses entreprises, où ils se cooptent entre eux pour toucher les jetons de présence et s'auto-augmenter. Comptons plutôt sur notre mobilisation.

LA VIE DE CHATEAU, AUX FRAIS DE LA PRINCESSE

Le mariage de Ghosn en 2016 au château de Versailles a été intégralement payé sur le budget mécénat de Renault. Un abus de bien social, aujourd'hui dénoncé par la commission d'enquête interne, de 50 000 €, ce que Ghosn gagnait en un jour. Tellement peu pour lui qu'il « a cru que c'était gratuit », dit son avocat.

CARLOS GHOSN AUSSI, PORTE UN GILET JAUNE



DIVIDENDES : CA RUISSELLE ? NON, CA BAIGNE !

En 2018, la marge opérationnelle (le taux d'exploitation des salariés) du groupe Renault a atteint 3,61 milliards d'€, soit 6,3% du chiffre d'affaires : jamais l'écart avec Nissan (3,7%) n'a été si important. Malgré une légère baisse (6,6% en 2017), grâce à un ingénieux système à cliquets, les dividendes versés aux actionnaires sont inchangés (1,049 milliard d'€ en 2018, comme en 2017). L'intéressement a par contre baissé de 0,164 à 0,156 milliard d'€. Pour nos salaires, avec 1,4 % d'AGS (et rien pour les cadres), c'est moins que l'inflation. Sans parler des détournements organisés via la structure opaque RNBV... Bref, tout un tas de raisons de se joindre à la lutte des gilets jaunes contre l'injustice sociale et exiger notre dû : 300 € pour tou(te)s !

CASSE SOCIALE : POUR UNE VRAIE LOI ANTICASSEURS

En panique face à la mobilisation sociale, le gouvernement tente de passer en urgence une « loi anticasseurs » pour empêcher les manifestations et les réprimer encore davantage. Ces mesures liberticides sont dénoncées partout dans le monde par les organisations des droits de l'homme. Mais pour en finir avec les vrais casseurs, ceux qui organisent la casse sociale, il

faudrait d'abord abroger la « loi travail », passée à coups d'ordonnances. Et surtout instaurer une vraie loi anticasseurs : l'interdiction des licenciements, l'ouverture des livres de comptes et la réquisition des entreprises qui licencient.

LA « BENALLISATION » DE LA 5^{ème} RIPOUBLIQUE

Simulacres de procès et condamnations lourdes pour les gilets jaunes ... impunité et immunité pour les barbouzes de l'Elysée ... En charge de missions inavouables, c'est « open bar » pour les Benalla : tabassage de manifestants, voyages avec passeports diplomatiques, mensonges pour couvrir les turpitudes du régime... le tout sous « secret défense », en direct avec Macron par téléphone crypté. Même licencié, un ex-conseiller du président a eu droit à un logement et voitures de fonction, à diriger la boutique des produits dérivés de l'Elysée, à magouiller avec la mafia russe ou à descendre les Champs Elysée dans le car de l'équipe de France de foot. Il vient à peine d'être incarcéré pour éviter d'autres dérapages nuisibles à Macron. Question : pour un Benalla démasqué, combien sévissent dans l'ombre ?

POUR LA REPRESSION AUSSI, LA CULTURE DU CHIFFRE

Le 14 février, le ministre de l'intérieur a avoué 1800 arrestations de gilets jaunes, sans compter les « arrestations préventives ». Le même jour, le parlement européen a voté une résolution condamnant le LBD et « le recours à des interventions violentes et disproportionnées de la part des autorités publiques lors de protestations et de manifestations pacifiques ». La veille, le premier ministre s'était vanté de la répression devant les députés : 1300 comparutions immédiates, 1422 personnes encore en attente de jugement, 1796 condamnations et 316 emprisonnements. C'est une répression de masse, servie par une justice d'exception qui se comporte en supplétif de la police. Même l'ONU proteste. On attend du gouvernement qu'il se vante aussi du nombre de mutilés à vie par les armes de guerre utilisées lâchement pour protéger les intérêts des capitalistes.

LA DEMOCRATIE SELON MACRON

Macron salue « le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté » ... tout en réprimant ici les Gilets jaunes à coup de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement, de LBD et d'arsenal judiciaire. La cause de la liberté ne manque pas de défenseurs en France. Mais ils sont dans la rue revêtus d'un gilet jaune, pas à l'Elysée !

ANTISEMITISME : N'ACCEPTONS PAS LES AMALGAMES

Tout acte antisémite soulève, comme cela devrait être le cas de tout acte raciste, une légitime indignation. Mais pour Macron, pas dénuée d'arrière pensées : discréditer les gilets jaunes ou se présenter comme seul rempart contre l'extrême droite. Et aussi légiférer pour criminaliser toute critique de la politique de l'Etat d'Israël qui bafoue les droits des palestiniens sous prétexte que l'antisionisme serait un camouflage de l'antisémitisme.

SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !

Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (66%) : vous versez 30 euros, vous récupérez 20 euros.

Chèque : à l'ordre de « NPA souscription » à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription

Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06/04/2009

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt
21 février 2019